

Crise financière, crise des débouchés ou crise de suraccumulation ?

Isaac Johsua

En hommage à l'auteur décédé en décembre 2022, nous republions ici, avec l'autorisation de l'éditeur que nous remercions, l'introduction du chapitre 3 de son livre *La grande crise du XXI^e siècle, Une analyse marxiste*, Paris, La Découverte, 2009, pages 43-47.

Les temps actuels sont ceux de conversions déchirantes, spectaculaires sans doute, mais qui ne semblent étonner personne. À la vitesse de l'éclair, nous sommes passés de « plus libéral que moi, tu meurs » à l'adhésion jurée à la foi régulationniste. Les mêmes qui, il n'y a guère, adoraient les dieux du marché, les brûlent aujourd'hui à longueur d'antenne. Désormais, un consensus semble s'établir sur le rejet de la finance abhorrée. Si on parle d'une conférence internationale, si on évoque le Fonds monétaire international (FMI) ou une réorientation de l'Union européenne (UE), c'est pour réguler la finance. Pourtant, ceux qui veulent tirer les leçons de la grande crise du XXI^e siècle ne peuvent s'en tenir à la dénonciation d'une finance malfaisante. Tant vaut le diagnostic, tant valent les remèdes. La crise actuelle est-elle au premier chef celle d'une finance dérégulée ? Il faut répondre à cette question car, avec des nuances, une grande partie des analystes se retrouve sur cette ligne de pensée.

Pour cela, nous devons faire un petit détour par *Le Capital*. Dans son œuvre maîtresse, Marx distingue deux circuits au travers desquels le capital dépouille une ancienne forme, puis en adopte une nouvelle, pour pouvoir ensuite mieux recommencer l'ensemble du cycle. Le premier est A-P-A', où A est le capital argent, P le capital de production (décomposée en moyens de production et force de travail) et A' le capital argent résultant de la vente de la production. A' est plus grand que A, la différence étant la plus-value (que nous pouvons considérer ici, pour simplifier, comme équivalente au profit), une plus-value qui ne peut être obtenue que dans l'acte de production. Le second circuit du capital est A-A', où la mise de fonds initiale débouche directement sur un accroissement de valeur, comme c'est le cas du capital de prêt, porteur d'intérêts. Dans la mesure où, à l'échelle sociale, un gonflement de valeur de capital ne peut avoir pour origine que l'exploitation de la force de travail (donc la production), le circuit du capital porteur d'intérêts ne peut procéder que par ponction sur celui de la production.

A-A' est centré sur l'argent, A-P-A' sur la production, et, le fond de l'affaire, c'est l'unité et la

contradiction entre les deux formules. Il y a unité car le capital n'est accumulé qu'en vue de son accroissement (A-A'), mais (à une échelle sociale) il ne peut obtenir cet accroissement qu'en produisant, c'est-à-dire en suivant le chemin A-P-A'. Il y a contradiction, car le capital tend en permanence vers A-A', son idéal (celui de la multiplication des petits pains¹) tout en étant constamment ramené vers A-P-A' (qui exprime la nécessité terrestre de la production !). Le capital de prêt est la forme la plus pure du capital (l'aveu que le capital n'est là que pour fructifier) et, en même temps, sa forme la plus dévoyée, parce qu'il est socialement impossible d'obtenir une plus-value sans passer par la production. Or le détour par la production est long, risqué et implique un effort permanent.

Une fois les sociétés par actions créées, la contradiction va (à nouveau) se cristalliser sous la forme du dédoublement, entre capital réel et capital fictif. Le capital réel est celui qui est investi dans la production sous la forme de machines, bâtiments, etc. Le capital fictif n'est constitué que de titres, c'est-à-dire de représentations d'un capital. Marx parle à son sujet de « capital illusoire » ou de « chiffons de papier », car ces titres circulent, ils ne permettent pas de disposer du capital réel, lequel ne peut être enlevé à la production, sous peine de voir celle-ci disparaître². Tout en maintenant le passage productif (car, à une échelle sociale, il est inévitable), le capitaliste va constamment chercher à l'éviter, à se rapprocher de A-A'. Capital réel et capital fictif sont à la fois les mêmes (le second est censé n'être rien d'autre que l'image du premier, sous une autre forme) et parfaitement opposés : l'un (réel) immobilisé, l'autre (fictif) liquide. Ainsi le capitaliste pense n'être plus lié au capital réel et aux vicissitudes de la production. Tout en s'appuyant dessus (car il faut bien extraire la plus-value, source de tout profit), il s'en dégage et peut courir après son utopie : gagner en valeur par la seule grâce de la

¹ Avec le capital porteur d'intérêts, « le capital semble être la source mystérieuse et créant d'elle-même l'intérêt, son propre accroissement », dit Marx, *Le Capital*, L. III, Editions sociales, T. 2, p. 56.

² Karl Marx, *Le Capital*, *op. cit.*, p. 127, 131, 132, 139, 140.

valeur s'enfantant elle-même, en un lieu magique appelé Bourse des valeurs. Nous retrouvons la tension entre la plus forte pente, à savoir A-A' (le fantasme de l'argent qui fait des petits) et la force de rappel, celle, basement terrestre, de la production, qui finit toujours par s'imposer.

Trois conclusions en découlent. La première est que la finance est tout à la fois parasitaire et productive. Parasitaire, car elle tend en permanence vers le rêve de la valeur s'enfantant elle-même (A-A'). Productive, car elle est inévitablement présente dans le circuit de production (A-P-A'), au début (à chaque cycle bouclé, il faut refaire l'avance en capital) et à la fin (il faut vendre la marchandise pour retrouver sa mise et engranger la plus-value). Le capital argent est au point de départ et à l'arrivée : on ne peut produire sans passer et repasser par l'étape financière. Mais à la fin de chaque cycle se pose la question : faire à nouveau l'avance de A ou au contraire le retirer de la production ? De son côté, le capital de prêt est sur le chemin (A-A') et, A' une fois obtenu, son propriétaire peut très bien décider de l'investir directement dans la production plutôt que de le prêter à nouveau. (A), le capital-argent, est le grand carrefour commun à partir duquel s'ouvrent toutes les routes de la mise en valeur du capital.

La seconde conclusion est que la finance est une puissance dévastatrice, car elle a en permanence tendance à s'autonomiser. Ainsi en est-il de sa propension à créer des bulles : (A-A') ne se limite pas au capital de prêt mais concerne tous les moyens par lesquels on peut faire plus d'argent avec de l'argent (acheter et revendre des actions acheter et revendre des maisons, etc.). Donc nul besoin d'attendre les outils sophistiqués modernes : qui dit finance, dit possibilité de crise financière. Pour autant, les risques sont démultipliés avec l'existence d'un appareil proprement financier, création historiquement bien plus récente qu'on ne l'imagine. En se ramifiant, en créant de nouvelles branches, le système financier modifie son agencement interne : celui-ci devient plus complexe, plus sophistiqué et ainsi plus fragile. Une véritable architecture financière, ayant ses propres institutions, crée deux risques majeurs qui viennent s'ajouter à ceux de l'économie réelle : le risque découlant du fonctionnement même des institutions financières, et celui des relations réciproques finance/économie réelle. Dans le premier type de risque, situons l'effondrement bancaire, les krachs boursiers ou les vagues de capitaux circulant en panique d'un bout à l'autre de la planète. Mais plaçons-y aussi les rebondissements de crises internes à la finance, par exemple (comme nous le voyons en ce moment)

quand une crise bancaire donne naissance à une crise boursière et que cette crise boursière aggrave en retour la crise bancaire. Dans le second type de risque il y a le jeu par lequel crise financière et crise réelle s'entretiennent l'une l'autre. C'est ce qui se déroule sous nos yeux, dans le sens finance-économie réelle, en attendant de repartir en sens inverse, sans doute très bientôt. D'ailleurs, dans la sphère financière, rien n'est jamais vraiment oublié : au fur et à mesure du déroulement historique, les crises (bancaires, boursières, etc.) s'empilent les unes sur les autres, ajoutant leurs effets. C'est pourquoi chaque crise financière est toujours à la fois quelque chose de neuf et un recommencement. Toute nouvelle crise capitaliste est précédée d'innovations financières qui donnent un visage nouveau à des périls anciens. De ce fait, bien souvent, la réglementation, qui intervient après coup, rate sa cible car elle est en retard d'une guerre.

La troisième conclusion que nous pouvons tirer des développements du *Capital* est que, si elle est une puissance dévastatrice, la finance est aussi une puissance dépendante de l'économie réelle. Bien que le circuit financier (A-A') tende en permanence à s'autonomiser par rapport au circuit de production, c'est quand même ce dernier qui, au bout du compte, dicte ses conditions. Il y a une historicité des crises financières : même si celles-ci sont récurrentes, elles présentent à chaque fois des caractéristiques différentes, qui dépendent des phases de l'économie réelle. Ainsi, la crise boursière ne vient s'ajouter à la crise bancaire qu'à partir du moment où existent les sociétés par actions, qui elles-mêmes surgissent du besoin, ressenti par l'économie réelle, de rassembler de vastes masses de capitaux. De la même façon, s'agissant de la crise actuelle, rappelons que le problème était de savoir comment éviter qu'un déséquilibre ne se transforme en récession et qu'une récession ne se transforme en dépression. La régulation fordiste démantelée, il a fallu mettre en place une nouvelle façon de réagir aux défaillances de la conjoncture (le « pilotage par les taux d'intérêt ») et inventer, dans la foulée, une nouvelle finance qui permette de répondre aux sollicitations de taux d'intérêt poussés au plancher. C'est ce qui a permis la « financiarisation de la consommation », qui a rendu cette dernière dépendante de la valeur du patrimoine, boursier ou immobilier, et ainsi permis de la propulser vers de nouveaux sommets. C'est ce qu'a fait la titrisation des créances (que nous traiterons au chapitre 4), une titrisation qui a permis aux banques d'accorder bien plus de crédits qu'elles n'auraient dû.

Aujourd'hui, nous ne sommes pas en présence, au premier chef, d'une crise financière qui a des

répercussions sur l'économie réelle, mais confrontés à une crise du capitalisme dont les premières manifestations sont financières. Le moment le plus important de la crise actuelle est la destruction de la régulation fordiste et non pas les déséquilibres d'un nouvel univers financier. Si nous voulons maîtriser la finance, commençons par maîtriser l'économie réelle. [...]